



ENGAGÉ-ES  
AU QUOTIDIEN



**Déclaration préalable de la FCPE, FSU, CDG Educ, SGEN CFTD,  
SE UNSA  
au CDEN du 17/10/2024  
lue par la FCPE du Rhône**

Mme la préfète,  
M. l'Inspecteur d'Académie du Rhône,  
Mesdames et Messieurs les membres du CDEN,

Le nouveau gouvernement a annoncé des milliers de suppressions de postes. Ces suppressions s'ajoutent à celles des deux dernières années, entraînant une dégradation continue des conditions d'enseignement et d'apprentissage. Bien sûr, votre réponse est toute prête et vous nous annoncerez qu'avec la baisse des effectifs, les conditions d'accueil resteront les mêmes. La réalité est toute autre et vous le savez : les remplacements sont déjà inexistantes dans certains secteurs de notre département, les obligations légales ne sont toujours pas respectées (les 18 demies-journées de formation/concertation en REP+ ne sont toujours pas une réalité pour les enseignants dans le 1er degré). Dans le second degré, les effectifs sont toujours pléthoriques et s'ajoute la gabegie des groupes de niveaux discriminants et une réforme de l'année de terminal en lycée pro qui désorganise les examens. Il manque un peu plus de 18 000h pour revenir au nombre d'élèves par classe de 2018 et l'augmentation du nombre d'heures supplémentaires dégradent les conditions de travail et d'enseignement. La part de la richesse consacrée à l'Éducation Nationale est passée de 7,7% du PIB en 1996 à 6,7% aujourd'hui. Ce sont donc 27 milliards d'euros supplémentaires qui auraient pu être consacrés à l'École Publique en gardant uniquement le même niveau d'engagement qu'en 1996. Ces chiffres impactent au jour le jour les personnels et la qualité d'apprentissage des élèves, dans les établissements scolaires.

De plus, les moyens nécessaires pour une inclusion viable se font toujours attendre : les enseignants doivent fonctionner sans les aides humaines pourtant indispensables et préconisées par la MDMPH. Non le choix de la Nation n'est pas l'Éducation, personne ne sera dupe. La FCPE du Rhône a reçu en ses locaux, dès le 30

septembre, une cinquantaine de personnes au sujet des problématiques liées aux AESH et à l'inclusion scolaire. Cela démontre qu'à peine un mois après la rentrée scolaire, la situation dans les écoles et les établissements est déjà difficile voire impossible à tenir. Les syndicats FSU, CGT Educ'Action 69, Sgen-CFDT Académie de Lyon, SE UNSA rejoignent ce constat : un manque d'AESH pour honorer les notifications, une profession en souffrance et maltraitée par l'institution, des enseignants démunis et déstabilisés des parents inquiets et isolés, des enfants en détresse psychologique et affective.

Ensuite les coupes budgétaires à l'Education Nationale ne sont pas les seules qui impacteront les élèves. Depuis des années, nous demandons par exemple une hausse des dotations aux collectivités locales. Le budget propose 5 milliards de moins aux collectivités, donc aux mairies, la Métropole, le département ou encore la Région. Ce sera la double peine pour les établissements qui risquent de perdre des agents territoriaux, des crédits de fonctionnement, des crédits pédagogiques. Sans parler du bâti : les rénovations seront sans doute reportées ou annulées faisant fi des impératifs sanitaires et/ou sécuritaires.

Le 17 octobre est la journée mondiale du refus de la misère. Pourtant les compteurs explosent avec 238 enfants sans toit recensés le 10 octobre 2024 par « Jamais Sans Toit » dont 138 dans la seule ville de Lyon, pourtant dotée d'un plan « zéro enfant à la rue ». Une augmentation de 25% en un an ! La politique d'hébergement a été ouvertement critiquée par la Cour des Comptes. Le collectif Jamais Sans Toit a organisé un rassemblement devant la Préfecture ce soir. Les organisations soutiennent ce rassemblement. Nous défendrons dans le CDEN et dans la rue le droit des enfants à un toit. Nous rappelons qu'il y a un devoir de protéger les enfants.